



CODESRIA



CODESRIA

13

ème

**Assemblée générale
General Assembly
Assembleia Geral
الجمع العام الثالث عشر**

**L'Afrique et les défis du XXIème siècle
Africa and the Challenges of the Twenty First Century
A África e os desafios do Século XXI**

إفريقيا وتحديات القرن الواحد والعشرين

**VERSION PROVISOIRE
NE PAS CITER**

**Comment la recherche historique peut-elle contribuer à
relever le défi de l'intégration en Afrique ?**

*Mahaman alio ph.d.
Université Abdou Moumouni de Niamey*

5 - 9 / 12 / 2011

Rabat Maroc / Morocco

Ce texte examine la place de la recherche historique dans la construction de l'Afrique notamment d'une intégration réussie à l'échelle du continent. Il tente de mettre en lumière les ressources que l'histoire peut mobiliser en vue d'une approche et d'une mise en œuvre cohérente des projets d'intégration. Beaucoup de recherches ont été menées sur l'histoire de l'Afrique¹ mais il semble que l'impact de cette recherche sur la vie quotidienne des Africains est plutôt mince et c'est peut-être pourquoi l'histoire est aujourd'hui en perte de vitesse dans certaines universités africaines, motivant même un projet « SOS-History » de la part du Codesria, projet lancé à Kampala en octobre 2008. La déclaration issue de cette conférence de Kampala finit sur ces mots :

« Enfin, avec un profond sens des responsabilités, la conférence appelle les gouvernements et les peuples de l'Afrique, sans exception, à reconnaître le lien organique entre leur histoire et leur culture d'une part, et leur identité et leur confiance en eux d'autre part, et à faire tout ce qui est nécessaire pour accorder toute l'attention souhaitée au fait d'étudier et de vivre leur histoire et leur culture ²».

Cette contribution s'inscrit quelque peu dans cette démarche.

L'un des défis majeurs que le XXI^e siècle pose à l'Afrique, c'est le défi de l'intégration (Waziri 2008). Des visionnaires comme Cheikh Anta Diop ont, bien avant les indépendances, montré que le salut de l'Afrique réside dans la constitution d'un Etat fédéral, dont il a d'ailleurs clairement montré les fondements économiques et culturels (Anta Diop 1957). Kwame N'Krumah, théoricien du panafricanisme, a très tôt mis en place un Centre d'Etudes Africaines à l'université du Legon pour accompagner, avec des recherches scientifiques, sa vision. Les Chefs d'Etats africains ont, dès l'accession à l'indépendance, songé à mettre en place une organisation panafricaine qui prendrait en charge la question de la décolonisation du reste du continent et les différents problèmes politiques et économiques auxquels le continent ferait face. Dès 1963, ils ont créé l'Organisation de l'Unité Africaine, qui deviendra Union Africaine en 2002, comme pour renforcer son caractère intégrateur.

¹ Ki-Zerbo 1972 ; Unesco en huit volumes, la collection de Cambridge History of Africa, Baba Kake et sa collection « Les Africains », Theophile Obenga qui, dès 1980 a montré les voies pour une nouvelle histoire, Anta Diop qui a croisé le fer avec une large frange de la communauté des Egyptologues, Jean Suret-Canale, etc

² Déclaration de Kampala, voir site du Codesria <http://www.codesria.org/spip.php?article435>, consulté en décembre 2008.

Accompagnant ce processus et parfois parallèlement à lui, le combat pour l'histoire africaine a été engagé très tôt par les historiens qui ont mis surtout l'accent sur l'histoire nationaliste qui veut restaurer la dignité de l'Afrique, réécrire l'histoire et « rectifier celle qui a été écrite sans nous et contre nous » (Ki-Zerbo 1957 :54)), et fourbir de nouvelles approches méthodologiques pour l'histoire africaine. L'UNESCO a apporté une contribution importante dans ce « combat pour l'histoire africaine » en finançant la production de huit volumes de *l'Histoire Générale de l'Afrique*. Mais que constatons-nous ?

Le lien entre la recherche en sciences sociales, particulièrement en histoire et les actions des hommes politiques sur le terrain n'est pas très fécond. Les recherches historiques n'ont pas, en notre sens, participé comme il se doit à la construction de l'intégration africaine, malgré les pistes dégagées depuis longtemps par les historiens (Anta Diop 1957, Asiwaju 1978). Même pour la construction des Etats-nations, qui semblait être l'une des préoccupations des historiens de la première génération, l'apport est plutôt mitigé, si l'on voit les crises multiformes que connaissent aujourd'hui les Etats africains. Ces crises mobilisent toutes les énergies des organisations régionales qui privilégient la paix et la sécurité au détriment des projets intégrateurs (Waziri 2007 :14).

Malgré l'élaboration de *l'Histoire Générale de l'Afrique*, qui a été une grande œuvre de l'UNESCO, la participation de l'histoire à l'action concrète de développement a été plutôt mince et elle est donc restée cette « histoire monument » (Shinnie et Jewsiewicki 1981) qui est finalement devenue, comme l'a dit Alpha Omar Konaré, « un monument figé³ ».

C'est que les historiens n'ont pas pu valoriser cette œuvre, ni en la traduisant en manuels didactiques qui pourraient servir de base pour la formation de jeunes élèves, ni en orientation politique qui pourrait amener les décideurs politiques à mieux prendre en compte les données historiques dans leurs projets et programmes de développement. Il a donc manqué ce que Lavigne Delville a appelé le « chaînon manquant » (Delville 2007 :127) c'est-à-dire une étape qui construit l'articulation entre la recherche et les actions de développement.

Dans le cadre de cette communication nous tenterons de dégager les énergies que l'histoire peut mobiliser pour amener les populations et les dirigeants à mieux agencer les actions en faveur de l'intégration. Parce que si l'histoire a pu contribuer de façon significative à forger les Etats-nations (malgré tout ce qu'on peut dire sur les limites de

³ Lors de son discours à l'ouverture du 4^e Congrès des Historiens Africains à Addis-Abeba en mai 2007.

ces Etats-nations), elle peut élaborer des perspectives d'aller au-delà des frontières et construire une intégration d'abord au niveau des différentes régions, puis au niveau africain global. C'est donc cette réflexion que nous tenterons de mener pour participer au débat sur le défi de l'intégration africaine au XXI^e siècle.

I. Le défi de l'intégration africaine au XXI^e siècle

Le XX^e siècle a été, avec l'accession de nos pays à l'indépendance, le siècle de la consolidation de l'unité nationale et de l'Etat-nation. En conséquence, il était impératif de rechercher, à travers l'histoire du continent, des repères symboliques et des figures historiques qui puissent être des « lieux de mémoire » autour desquels les populations de ces Etats-nations pouvaient se ressourcer. C'est pour atteindre cet objectif que les historiens ont mis l'accent sur la recherche des résistants et des héros avec leurs pendants (les collaborateurs), suivant par là l'historiographie européenne de la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Les Etats naissants étaient en train de chercher leurs voies et l'histoire fut appelée à la rescousse. Ainsi, le Président Tanzanien Julius Nyerere, ouvrant le congrès international des Historiens Africains (tenu du 26 septembre au 2 octobre 1965), attirait l'attention de ceux :

« Les sources sont ici en Afrique et l'intérêt primordial ce n'est pas le désir des autres peuples de nous comprendre, mais notre propre désir de nous comprendre et de comprendre nos sociétés pour bâtir l'avenir sur une base solide ⁴ » (cité dans Ochwada in Mkandawire 2005-195). Ceci montre la perception des hommes politiques africains de la place de l'histoire dans la construction de la nation.

Le défi posé depuis les années 1960 à certains intellectuels africains de produire « useful social knowledge » (Ochwada in Makandawire 2005 :205) ou « usable pasts » est encore d'actualité (Diouf 1999), même si certains d'entre eux avaient déjà commencé à débattre des questions comme celle de l'intégration.

En 1978, Anthony Asiwaju commençait son article sur l'intégration socio-économique de l'Afrique de l'Ouest avec deux assertions : l'une que le présent a toujours quelque chose à gagner de la conscience du passé et l'autre, qu'il y avait la nécessité de mettre dans une bonne perspective historique, le mouvement alors spectaculaire vers l'intégration économique de l'Afrique d' l'Ouest (Asiwaju 1978 :160).

⁴ Notre traduction

La colonisation a désorganisé l'intégration sous-régionale qu'il faut maintenant construire.

Selon l'historien Asiwaju, il y a deux conceptions (ou expériences) de l'intégration : « inter-state functional unification » c'est-à-dire une collaboration de plusieurs Etats souverains pour des actions politiques, économiques et culturelles communes et « super-state political unification » à l'instar des associations politiques genre la fédération du Mali (1959-60) ou l'Union Ghana-Guinée-Mali (1960-1963) (Asiwaju 164). Mais ce sont des modèles d'intégration expérimentés par l'Afrique postcoloniale. Dans la période précoloniale l'intégration a revêtu la forme d'un processus d'inclusion et/ou d'assimilation des peuples ou Etats étrangers dans un grand Etat ou groupe, politique ou culturel, en expansion. On peut donner comme exemple les grands empires (Mali, Ghana etc.) ou les grands ensembles ethnolinguistiques (Haoussa, Yorouba, Mandé etc.). La formation de ces empires ou de ces groupes ethnolinguistiques a été un processus long et lent qui s'est inscrit dans la durée et qui a été émaillé des hauts et des bas. C'est un processus parfois multiséculaire mais qui a fini par fixer une conscience définitive (surtout des peuples et non des pas seulement des dirigeants) d'appartenance à l'Etat ou au groupe. Les expériences d'intégration que l'Afrique a connues dans la période immédiatement après les indépendances (Fédération du Mali par exemple) et qui ont vite volé en éclats, ont été surtout conçues et mises en œuvre par les dirigeants de ces Etats qui, par ailleurs, avaient des visions et des tempéraments différents (Sene 2005). Il y a eu aussi dans l'histoire de l'Afrique des intégrations par la seule volonté des souverains si l'on considère la Charte du Mandé de 1236 comme un exemple d'intégration sociale réussie mais aussi comme émanant de la volonté du roi du Mali, Soundiata⁵.

L'histoire a des atouts pour aider à bien analyser pour prendre les bonnes décisions qui aideront à résoudre les problèmes de l'Afrique ; le regard conscient et responsable sur le passé, les outils d'analyse des sources d'informations comme la tradition orale, les outils d'interrogation intelligible du terrain, la recherche patiente des faits qui permet de bien analyser les sociétés africaines et éviter les extrapolations, dans un monde où, selon Robert Solow « theory is cheap, and datas are expensive ⁶», et

⁵ Voir CELHTO 2008, La Charte de Kurukan Fuga, aux sources d'une pensée politique en Afrique, L'Harmattan, Paris

⁶ Solow, Robert M. 1997. Learning from "learning by doing" : lessons for economic growth. Stanford, Calif.: Stanford University Press, cite dans **Thandika Mkandawire, RUNNING WHILE OTHERS WALK:**

enfin, une vision globale du continent reposant sur l'étude générale de l'UNESCO et de différents auteurs comme J.Ki Zerbo. Toutes ces potentialités et dispositions placent la discipline historique dans une posture confortable pour analyser sur la longue durée et sur l'espace, comment promouvoir l'intégration du continent. Il faut d'ores et déjà dire avec Sene que « *l'intégration régionale dépasse la stricte intégration économique en ce sens qu'elle peut engager tous les domaines de compétence étatiques et entraîner un certain partage de souveraineté* » (Sene 2005).

Dans un monde en voie de globalisation, l'intégration des continents est devenue incontournable mais l'Afrique a été emportée par le mouvement mondialisateur depuis le XV^e siècle alors que son intégration interne reste à faire. Le dialogue des civilisations tant chanté par Senghor et ses thuriféraires doit commencer pour l'Afrique, en Afrique. Comme l'a écrit Théophile Obenga, « pour les Africains, et il ne peut en être autrement, le dialogue des civilisations passe d'abord par le dialogue des civilisations africaines entre elles⁷ » (Obenga 1980 :75). Il faut mettre la recherche historique au service de ce dialogue, donc au service du présent, en mettant l'accent sur la connaissance du continent car, on a « besoin de connaître le monde pour le changer » (Sartre 1972 : 68).

L'avantage ici c'est que nous parlons de l'Afrique physique, géographique, le continent et non l'Afrique inventée (Mudimbe 1988) par la bibliothèque coloniale ou les « amis » de l'Afrique. En ce qui concerne ce continent justement, dès le premier volume de l'Histoire Générale de l'Afrique Joseph Ki-Zerbo montre et l'importance de l'histoire et l'importance de l'analyse globale du continent. Il écrit :

« Tous les maux qui frappent l'Afrique aujourd'hui, ainsi que toutes les chances qui s'y révèlent résultent de forces innombrables propulsées par l'Histoire. Et de même que la reconstitution de l'évolution d'une maladie est la première étape d'une entreprise rationnelle de diagnostic et de thérapeutique, de même la première tâche d'analyse globale de ce continent est historique » (Ki-Zerbo 1980: 23).

La tâche de l'historien est donc grande dans la compréhension de la trajectoire historique du continent africain, de la façon dont cette trajectoire influe sur le présent mais surtout de son propre rôle dans la transformation de ce présent. Le rôle de l'historien doit consister de plus en plus non pas seulement à analyser le passé mais aussi comment ce passé est représenté dans le présent (on parle de culture historique) et

surtout comment il peut prendre en charge les préoccupations présentes des populations ou des communautés. D'où le rapport étroit que doit tisser l'historien avec son milieu.

II. Les relations de l'historien africain avec son sujet et sa communauté

Bogumil Jewsiewicki, dès l'introduction du livre *African historiographies* (1986) dont le sous-titre (what history for which Africa) traduit toute l'ambiguïté du travail de l'historien africain, accepte que « à certains égards, les universitaires africains sont plus proches de leurs collègues des universités occidentales que des paysans de leur « propre » nation » (Jewsiewicki et Newbury 1986 : 9). Alors comment l'intellectuel qui a pour mission d'éclairer la société, peut-il remplir pleinement sa mission s'il garde une distance aussi importante entre lui et la société qu'il est appelé à servir ? La société attend beaucoup de ses intellectuels (et donc et surtout des historiens) et nous sommes d'accord avec Souleymane Bachir Diagne quand il dit que l'intellectuel « *c'est quelqu'un dont le poids moral est plus grand que celui d'un simple citoyen. Ce n'est pas la parole d'un diplômé. C'est un peu plus que cela car ce que l'on est en droit d'attendre de lui est entaché d'une connotation morale* » (Sud Hebdo, 88, Janvier 1990, cité dans Diaw 1992).

En ce qui concerne les historiens plus spécifiquement, ils ont épousé les frontières coloniales dans leur démarche, en bornant leurs études à l'espace de leurs pays alors que la balkanisation de l'Afrique a entraîné une rupture dans les ensembles économiques ou culturels. Avec les indépendances, les hommes politiques, et encore plus les historiens, se sont concentrés sur le développement de leurs propres pays et ont restreint tous les efforts à l'intérieur de leurs frontières. Comme l'a noté Asiwaju :

« *un des terribles effets de la partition colonial des Africains, a été la mise en place de différents systèmes éducatifs coloniaux et l'introduction des barrières des langues officielles et une aliénation culturelle générale des Africains occidentalisés [qui sont éloignés] les uns des autres même le long des zones frontalières où les élites des deux côtés partagent un background d'une culture africaine commune. Une des manifestations de cette aliénation, c'est la colonisation et enfin de compte la nationalisation des efforts intellectuels des Africains* » (Asiwaju 1984 : 10-11).

Or, nous ne pouvons pas comprendre pleinement un processus qui s'étend sur une large région juste en analysant un fragment de cette unité régionale. Abdullahi Smith a écrit :

« *One result of the subsequent division of the Savannah-lands into french and british colonial areas has been to confine research behind frontiers which were transcended by the*

movements in question. This has obscured the general pattern and the essential inter-connected nature of the movements and has therefore distorted our view of them" (Smith1987:145 note4).

Nombreux sont d'ailleurs les chercheurs qui limitent leurs champs d'étude à leur région ou groupe « ethnique » et leur approche est critiquée, comme au Nigéria où les premiers historiens ont été très critiqués pour ces approches « tribales » qui promeuvent la désunion au lieu de l'intégration (Kapteins 1977 :50).

Parfois, à cause de l'impératif du temps (boucler une thèse ou un article), l'historien n'a pas la patience de tisser des rapports suivis avec ces informateurs pour créer cette confiance dont parle Hampâté Ba, cette confiance « qui vous procure ce que ni la ruse, ni la force des armes ne peuvent vous procurer » et il ajouta que « celui qui n'a pas de temps à perdre n'a rien à faire en Afrique » (Hampate Ba 1976 cité dans M. Diop et D.Dieng 2008 :29). Les historiens africains ont donc intérêt à « perdre du temps » pour avoir les armes leur permettant de mieux analyser les Etats précoloniaux pour voir comment ceux-ci ont géré la question de l'intégration.

III. Comment les Etats précoloniaux ont-ils géré l'intégration ?

Le premier niveau d'intégration dans l'histoire des peuples, c'est « l'assimilation » ou au moins l'acceptation et l'accueil des étrangers. Or, les témoignages des voyageurs et explorateurs montrent clairement l'accueil empreint de cordialité réservé aux étrangers (Diakité in Konare Ba 2009). Ces étrangers ont contribué au rayonnement du commerce, des religions ou des techniques. Certains, pour se dissoudre dans la masse, abandonnent les signes distinctifs évidents, comme ce fut le cas avec les Wangara venus au pays haoussa au XIV^e siècle et qui ont abandonné leurs noms de famille pour fusionner dans une société où ces patronymes n'existaient pas.

Beaucoup de travaux historiques, anthropologiques ou ethnologiques ont montré la place du commerce intra-africain dans la mise en commun complémentaire des richesses et potentialités des différentes zones du continent (Bovill 1933, 1958, Unesco dans Histoire Générale de l'Afrique, Lovejoy 1980 ; Hamani 1989, Lydon 2009, etc.). Le commerce transsaharien, par exemple, a, comme l'a noté Bovill (1933), «tissé des liens de sang et de culture entre les peuples du nord et du sud de ce désert » (cité dans Lydon 2009 :1 ma traduction).

La gestion des conflits entre différents groupes sociaux tels que les éleveurs et les agriculteurs, amorce déjà, au niveau des Etats le processus d'intégration. Dans l'histoire du pays haoussa par exemple, les sources montrent que les conflits entre agriculteurs et

éleveurs ont été rares parce que l'autorité régulait les rapports. Ainsi, les Jihadistes au XIXe siècle ne font pas mention de conflits entre nomades et sédentaires dans la longue liste des maux qui assaillent la société hausa de la fin du XVIIIe siècle (Mahadi 1985 : 126).

La composition des Etats et empires précoloniaux était multiethnique et multiculturelle du fait de l'intégration de plusieurs peuples et régions dans le giron de ces Etats. Quand on parle de l'empire du Mali par exemple, il était clair pour tout le monde que le Mali (ou Mandé) englobait plusieurs peuples de culture différente et leur gestion nécessitait beaucoup de tact pour permettre la prise en compte de tous et le processus de cette prise en compte a parfois abouti à la fusion volontaire des peuples dans le creuset commun, beaucoup d'entre eux laissant de côté leurs particularités culturelles. Ceci s'est aussi passé dans l'espace haoussa, où l'ethnologue Guy Nicolas a constaté que, « nombreux ont été les peuples voisins qui, attirés par leur culture, ont abandonné leur propre langue et leurs coutumes pour faire partie des Hawsa (cité dans Unesco/NEA 1985 : 294) ».

Les immigrés étaient aussi intégrés dans l'histoire du pays et dans la mémoire officielle et se sentaient concernés par les commémorations nationales⁸.

La gestion de grands espaces permet de contrôler divers types d'écosystèmes notamment les bassins fluviaux et lacustres, des ressources minérales et aussi des peuples. L'un des éléments qui fondent la puissance des Etats-Unis, de la Chine ou de l'ancienne Union Soviétique, c'est d'abord l'espace, une étendue presque incommensurable qui regorge de diverses richesses du sol et du sous-sol. Mais c'est surtout parce que tout cet espace est géré par un pouvoir central chargé de mettre de la cohérence dans l'exploitation, la gestion et la répartition des richesses nationales pour éviter des déséquilibres criards entre les régions. Les différents empires africains avaient déjà, dans une certaine mesure expérimenté l'intégration quand on considère la composition multiethnique de leurs populations, la diversité de leurs activités économiques et les soins jaloux apportés à la gestion de cette diversité, à la mise en place des réseaux commerciaux qui fondent la complémentarité entre les zones productrices des céréales et celles productrices du sel et des dattes pour le cas du sahel par exemple.

Même sur une plus grande échelle, des routes commerciales ont été tracées par les activités économiques des peuples et des Etats et ces routes ont parfois servi comme

⁸ Les Français, par exemple, en commémorant la révolution française, excluent les immigrés de la mémoire officielle et donc de ce fait ceux-ci n'avaient pas d'existence historique, (cf Milza 1999 :114).

voies de pénétration aux premiers Européens qui ont mis pied en Afrique. La route que Clapperton et les Frères Landers ont empruntée pour atteindre Sokoto via Badagry et Old Oyo était une ancienne et très fréquentée voie par laquelle les Yoruba et les peuples Adja commerçaient avec le pays hausa et le Maghreb (Asiwaju 1978: 165).

C'est le régime colonial qui a freiné cet élan en reconfigurant à son profit, l'espace socioculturel qu'il a trouvé en Afrique à la fin du XIX^e siècle. C'est surtout le commerce transsaharien qui a pris un grand coup depuis que les Portugais avaient installé leurs comptoirs commerciaux sur les côtes africaines et ont détourné les voies et produits commerciaux vers la côte déjà au XV^e siècle.

IV. « Intégrer » pour mieux exploiter : les pouvoirs coloniaux et « leurs » espaces en Afrique

Dès la fin du XIX^e siècle, avant même que la phase de la conquête ne prenne fin, les autorités coloniales avaient commencé à fédérer leurs colonies en des vastes ensembles pour mieux les rentabiliser. Pour le cas français l'Afrique Occidentale française a été créée dès 1895 et l'Afrique équatoriale française quelques années après. Les Français donnaient à leurs colonies des missions précises qui les rendaient complémentaires mais dans la satisfaction des besoins du colonisateur. Il y avait des colonies de l'arachide (Niger, Sénégal), des colonies du coton (Niger, Mali), des colonies du café et cacao (Côte d'Ivoire), des colonies de main d'œuvre (Niger, Haute-Volta), des colonies du riz (Madagascar), etc. Il y avait aussi des colonies minières comme la Guinée (fer), pendant que l'or était exploité partout où il se trouvait. Par exemple en 1937, les mines d'or de l'AOF ont produit 3,5 tonnes (Inikori, 1982 :291 note 45). Il y avait aussi des colonies du peuplement (Kenya, Rhodésie, Afrique du Sud, Namibie, Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, Cap-Vert, etc.).

Pendant la période coloniale, les puissances européennes ont donc vite songé à intégrer leurs colonies en de grands ensembles pour profiter de la complémentarité que pourrait susciter la mise en commun (et en ordre) de leurs richesses et potentialités. Ensuite entre les groupes des colonies étrangères, on a fermé les yeux sur les mouvements des populations et les transactions coloniales, comme par exemple entre les colonies anglaises et les colonies de l'AOF. Ce sont surtout les intérêts économiques qui ont motivé la présence européenne en Afrique et ce sont encore ces intérêts qui maintiennent l'Européen en Afrique (Asiwaju 1978: 166). Pourtant la partition est contraire à cet objectif économique puisque les divisions politiques représentent une

viciation d'une économie essentiellement indivisible (Asiwaju 1978: 166). C'est d'ailleurs pour prévenir ce danger (d'interruption commerciale entre les populations et les régions voisines) que les pouvoirs coloniaux ont introduit, dans l'accord et protocoles initiaux, des clauses permettant la liberté du commerce aux nationaux européens dans n'importe quel territoire. L'Accord anglo-français du 10 août 1889, qui définit les frontières entre la France et la Grande-Bretagne en Afrique de l'Ouest, garantit la liberté de commerce partout pour tous les nationaux européens et même les mouvements des populations ont été acceptés (Asiwaju : 166 ; note 4). Les tarifs préférentiels ont commencé à être manifestes dans la convention du 14 juillet 1898. (Asiwaju : 167, note 1).

Rien que pour le cas français, l'intégration s'est faite sur 4.364.000 km² pour l'AOF et 2.510.000 km² pour l'AEF. Cette intégration a même eu des défenseurs qui l'ont voulue comme modèle après les indépendances. Salomon Samen, par exemple, écrivait:

« Ainsi, à la veille de leur accession à l'indépendance, les anciens territoires de l'AOF et de l'AEF seront fortement intégrés. Les domaines de coopération portaient sur : le tarif extérieur commun, la perception centralisée des droits de douane, le libre-échange inter-territorial, les administrations centralisées, la monnaie commune, la solidarité budgétaire(...), les écoles fédérales communes (dont l'Ecole Normale William Ponty est la plus célèbre), les services postaux, les télécommunications, la politique agricole et les transports. (...). Cette organisation de l'intégration est sans doute le meilleur legs de la colonisation ».(Samen 1993 cité dans Ibriga L.M.1997 :511, note 3). Cette intégration, faite par et pour le colonisateur a été accompagnée d'une action culturelle⁹ plus nocive encore parce qu'elle inscrit dans la conscience collective et sur la longue durée, l'idée et le sentiment de la supériorité du Blanc. Ainsi, M.L. Ripovia écrit :

« La langue du colonisateur...ne doit pas être considérée comme un simple outil de l'élite instruite à l'école occidentale, donc d'une quantité négligeable. Elle est beaucoup plus que cela. Elle est devenue le trait d'union obligé par lequel passent toutes les communications inter-ethniques. En tant que tel, et grâce au système d'éducation moderne, elle devient le vecteur d'endoctrinement par lequel pénètrent jusqu'au plus profond de l'âme du colonisé, les valeurs de culture de la puissance coloniale. Ce que le colonisé intériorise et ce qui contribue à son aliénation culturelle, c'est un ensemble des normes éthiques, sociales philosophiques, politiques ; en plus, une rationalité et une conception du monde qui, ensemble, forment ce qu'il conviendrait d'appeler l'idiosyncrasie (c'est-à-dire le caractère individuel, la personnalité spécifique) de chaque puissance dominante » (Ripovia 1989 cité dans Ibriga L.M.1997 :512, note 5). On perçoit donc avec

⁹ Fernand Braudel aurait dit : « La France, c'est d'abord la langue française ! ».

clarté à qui sert l'intégration de la période coloniale. Alors pourquoi les projets d'intégration initiés par les Etats indépendants ont-ils jusque-là échoué ?

V. Les Etats modernes et l'intégration : peut-on parler d'échec ?

Un des repères importants de l'intégration africaine, ce sont les fleuves qui non seulement sont partagés entre divers pays et divers peuples, mais aussi constituent une source nourricière pour nombre des populations. C'est pourquoi, les Etats africains ont bâti leurs premières organisations sous-régionales autour des eaux : Autorité du Bassin du Niger, Union du fleuve Mano, OMVS, etc. Ces fleuves ont parfois constitué des frontières entre les Etats.

Les fleuves en tant que source d'eau, ont aussi beaucoup alimenté les mythes des peuples riverains : Harakoy Dikko qui aurait épousé plusieurs hommes et aurait mis au monde les ethnies du Niger. Mme Mounkaila montre, en ce basant sur le cas de Harakoy Dikko (la déesse ou le génie des eaux), l'importance des cours d'eau et leur légende dans la construction de l'intégration. Elle écrit :

« Spécialiste de géopolitique, elle [Harakoy Dikko] noue avec les ethnies environnantes, l'alliance indéfectible entre toutes, celle du lait ! Femme peule, elle donne à son fils aîné songhay *Ciray*, un frère touareg, Muhamma, un frère gurmantché *Musa Nyawri*, un frère *batoonu* (fils adoptif de Dikko), *Dongo*, un frère haoussa *Manda Hawsakoy*. Elle boucle ainsi, en précurseur de l'intégration africaine, les quatre coins cardinaux de l'espace songhay-zarma dont elle pousse toujours plus loin les frontières » (Mounkaila2001:371).

Il y a au moins deux ordres dans une construction économique viable : l'ordre matériel autour des intérêts et des produits et l'ordre psychologique ou organique des mémoires et des projets qu'elles supportent. Or, dans les deux ordres l'histoire africaine montre des signes de fracture de la société : dans l'ordre économique, beaucoup ne voulaient pas s'associer avec des pauvres¹⁰. Dans l'ordre psychologique, des déterminants tels que la religion ont impacté sur les rapports entre des populations parfois proches, les unes usant des motifs religieux pour réduire les autres à l'esclavage.

Pendant la guerre du Biafra au Nigeria (1967-70), Yves-Guy Berges écrit dans le Journal La Croix :

¹⁰ Houphouët-Boigny aurait dit, en parlant de la possibilité de fédération, que « la Côte-d'Ivoire ne sera la vache laitière de personne ».

« Les Ibos et les Haoussas n'ont rien en commun, ni langue, ni religion, ni climat... Au nord, les Haoussas, 29 millions, musulmans convaincus maintenus au moyen âge par un système féodal qu'entretiennent les émirs... A l'est les Ibos, 12 millions, chrétiens, curieux, ouverts à tout, fiers et même orgueilleux et imprégnés sans complexe par la civilisation britannique » (La Croix, 11/09/1968) (Mbaye2008 :39).

Ces deux ordres ont affecté les mentalités et ont contribué à créer la distance psychologique et non physique au niveau des Etats africains. Si dans cette situation, les dirigeants et les peuples ne font pas une profonde immersion dans l'histoire pour comprendre le problème et puiser les ressources pour le résoudre, la fracture demeurera permanente. Là, la responsabilité de l'homme d'Etat africain est pleinement engagée et c'est pourquoi Ki-Zerbo presse ce dernier à s'intéresser à l'histoire. Il écrit :

« Il faut que l'homme d'Etat africain s'intéresse à l'Histoire comme à une partie essentielle du patrimoine national qu'il doit gérer, d'autant plus que c'est par l'Histoire qu'il pourra accéder à la connaissance des autres pays africains dans l'optique de l'unité africaine » (Ki-Zerbo 1980 :43). Et, depuis cette époque, il avait recommandé que les programmes et les diplômes soient entièrement refondus dans une perspective africaine (Ki-Zerbo :idem)

VI. Lieux de mémoire, éducation et construction de l'intégration

Selon Pierre Nora, l'expression « lieux de mémoire » désigne « toute unité significative d'ordre matériel ou idéal dont la volonté des hommes ou le travail du temps a fait un élément symbolique du patrimoine mémoriel d'une quelconque communauté » (Konaté 2006 : 65).

Il y a des lieux de mémoire communs à plusieurs peuples : l'Égypte, les fleuves, les grands lacs, l'histoire de l'Afrique est en elle-même un lieu de mémoire africain.

Il faut promouvoir le tourisme à l'échelle de l'Afrique pour que les Africains se rendent compte de la richesse de leur continent et de la nécessité de les mettre en commun pour le bien de tous. Les historiens doivent sortir des décombres, les lieux de mémoires et les sites historiques qui nécessitent une mise en valeur. L'archéologie a déjà beaucoup fait en rendant attractif, les vallées des Rois et des Reines en Égypte, le Monomotapa, la vallée de l'OMO ou le cimetière des dinosaures dans le Sahara nigérien.

La construction de l'intégration peut être amorcée dès la base, c'est-à-dire dès l'école primaire. Les élèves doivent (esprits en formation) doivent apprendre à compter avec (et non sur) les autres pour promouvoir le développement du continent,

développement hypothéqué dans le cadre unitaire mais tout à fait possible dans le cadre de l'intégration. « L'illusion, disait un philosophe, c'est de croire qu'on s'en sortir seul¹¹ ». Cet enseignement doit chercher à promouvoir les langues africaines de grande diffusion, comme le swahili et le haoussa.

Au niveau de la recherche universitaire, les études comparatives et les différents Groupes Nationaux de Travail, encouragés et soutenus par le Codesria, sont des pistes prometteuses pour impulser une dynamique heureuse à l'intégration.

Conclusion

Nous avons tenté, dans cet exercice, de montrer la place de la recherche historique dans la construction de l'intégration en Afrique. Nous ne nous sommes pas attardés sur l'Afrique et son existence historique, pas plus que nous nous sommes préoccupés des soucis de T. Mkandawire¹² à propos de l'appréhension de l'Afrique elle-même.

Il y a trois temps forts qui s'observent dans cette communication : le premier, c'est celui de l'intégration en tant que défi et pour les Etats africains et la recherche historique elle-même. En effet, malgré l'expérience historique engrangée par ces Etats, ils tournent en rond quand le moment est venu de prendre leur destin en main ; la recherche historique, malgré une grande production¹³, n'a pas été d'un apport significatif dans la résolution des problèmes de ces Etats, que ce soit à propos de l'intégration ou d'autres questions existentielles.

Le deuxième temps fort tourne autour des expériences historiques de l'intégration pendant la période précoloniale avec les ethnogénèses et les formations d'ensembles politiques. Le troisième pose une interrogation sur l'échec des tentatives d'intégration des Etats postcoloniaux. Et enfin le texte débouche sur quelques pistes de

¹¹ Feu Sékou Pathé Gueye, professeur de philosophie à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, lors d'une Conférence tenue à Niamey en 2007.

¹² Dans sa conférence inaugurale délivrée à London School of Economics, il dit « « the immediate problem with talking about « Africa » is the danger of generalisation when dealing with a continent with 57 sovereign nations, seven zones, thousands of languages and at least seven climates, with about a billion inhabitants and to my utter astonishment, 14 millions not mutually consistent proverbs » (Mkandawire, inaugural lecture, LSE, 2011), Voir le site du Codesria.

¹³ La recherche en Afrique [y compris donc la recherche historique] produit 27000 articles par an, ce qui correspond à la publication aux Pays-Bas (Adams, Jonathan, Christopher King, and Daniel Hook. 2010. "Global Research Report> Africa." Thomson Reuters: Leeds) cité dans Mkandawire, inaugural lecture, LSE, 2011. D'autre part l'Afrique reçoit plus de 100.000 experts qui coûtent plus de 4 milliards de dollars, (ibidem.)

solutions ou de renforcement de la synergie entre les chercheurs, les institutions de recherche et de formation et la société.

C'est la recherche historique qui permet d'appréhender ces moments forts et elle doit nourrir la réflexion des hommes d'Etat et des peuples et occuper la posture d'un outil pertinent d'aide à la décision pour les dirigeants. C'est ce rôle de la recherche que les institutions comme le Codesria ont vite compris et qui explique les différentes initiatives prise par ce « Think Tank » pour promouvoir la recherche dans les universités, la production des manuels et la relation entre la recherche et l'action.

References

- ASIWAJU A. I. 1978, « Socio-economic integration of the West african sub-region in historical context : focus on the european colonial period, *Bulletin de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire*, série B: Sciences humaines, Tome 40, n°1, janvier, 160-178
- ASIWAJU A. I. 1984, *Partitioned Africans: ethnic relations across Africa's international boundaries 1884-1984*, University of Lagos Press
- CELHTO 2008, *La Charte de Kurukan Fuga, aux sources d'une pensée politique en Afrique*, L'Harmattan, Paris
- DIAW A.1992, « La démocratie des lettrés », in DIOP M-C (éd.) 1992, *Sénégal, trajectoire d'un Etat*, Dakar, Codesria, pp.299-329
- DIOP Ch. A.1957 *Les fondements économiques et culturels d'un Etat fédéral d'Afrique Noire*, Présence Africaine, Paris
- DIOP M.B. et DIENG D. (textes réunis par) 2008, *La conscience historique africaine*, L'Harmattan, Paris
- Diouf M. « Des historiens et des histoires pourquoi faire ? L'historiographie africaine entre l'Etat et les communautés », *Revue africaine de Sociologie*, 3, (2), 1999, 99-128
- HOPPERS O.A 2003, " Indigenous Knowledge, The African renaissance and the integration of Knowledge systems", in SMITH 2003, *Globalizing Africa*, pp. 411-422.
- IBRIGA L.M. 1997, « L'UEMOA ou l'actualisation de l'AOF » in BECKER C., MBAYE S. et THIOUB I. (dir.) 1997, *AOF : réalités et héritages, sociétés ouest-africaines et ordre colonial*, Direction des Archives du Sénégal, pp.510-522.
- IDRISSA K. 2001 (dir.) *Le Niger : Etat et démocratie*, L'Harmattan, Paris, pp.353-391
- INIKORI J.E. 1982, *Forced migration: the impact of the export slave trade on African societies*, Hutchinson University Library, London, Melbourne.
- JEWSIEWICKI B. et NEWBURY (éd.) 1986, *African historiographies: what history for which Africa?*, Beverly Hills, CA, Sage Publications

- KAPTEINS L.1977, *African historiography written by Africans, 1955-73: the Nigerian case*, Ph.D., Amsterdam
- Ki-Zerbo J. 1957, « Histoire et conscience nègre », *Présence Africaine*, 16, 53-69
- Ki-Zerbo J. (dir.) 1980, réimpression 1984, *Histoire Générale de l'Afrique*, Unesco, vol.1
- Ki-Zerbo J. 2003, *A quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*, Editions de l'Aube
- KONARE A.B. 2009, *Petit précis de remise à niveau sur l'Histoire africaine à l'usage du Président Sakozy*, Barzakh, Algérie,
- KONATE D. 2006, *Travail de mémoire et construction nationale du Mali*, L'Harmattan, Paris
- KWANASHIE G. (éd.) 1987, *A Little new light: selected writings of Abdullahi Smith*, Abdullahi Smith Centre for Historical Research, Zaria
- LAVIGNE Delville 2007 « A la recherche du chaînon manquant : construire des articulations entre recherche en sciences sociales et pratique du développement », in T. Birschenk, G. Blundo, Y. Jaffré et M. Tijani Alou 2007 *Une anthropologie entre rigueur et engagement*, APAD-Karthala, Paris, 127-150
- LYDON G.2009, *On trans-saharan trails: islamic law, trade networks, and cross-cultural exchange in nineteenth-century Western Africa*, Cambridge University Press
- MBAYE M. 2008 « La guerre du Biafra : désinformation et manipulation des médias ? Etude de quatre grands quotidiens : Le Monde, Le Figaro, La Croix et L'Humanité » in DIOP B.M. et DIENG D.2008, *La conscience historique africaine*, L'Harmattan, Paris, pp.39-48
- MILZA P. 1999, « Les mécanismes de l'intégration » in Ruano-Barbaln J. Cl (coord.) 1999, *L'histoire aujourd'hui*, Sciences humaines Editions, Paris, P.119-123.
- MKANDAWIRE (éd.) 2005, *African intellectuals: rethinking politics, language, gender and development*, Zed Books, London, New York
- Mkandawire Thandika RUNNING WHILE OTHERS WALK: KNOWLEDGE AND THE CHALLENGE OF AFRICA'S DEVELOPMENT, DESTIN, LSE, Conférence inaugurale Voir site Codesria
- MOUNKAILA F.2001, « Femmes et politique au Niger : présence et représentations », in NORA P. dir.) 1997 (réédition), *Les lieux de mémoire*, Gallimard, Paris, 3 volumes
- NOIRIEL G. 1999, « La tyrannie du National », in Ruano-Barbalan J. Cl (coord) 1999, *L'Histoire aujourd'hui*, Sciences Humaines Editions pp. 113-118.
- OBENGA Th. 1980, *Pour une nouvelle histoire*, Paris, Présence Africaine.
- OCHWADA H.2005, « Historians, nationalism and pan-africanism: myths and realities, » in MKANDAWIRE (éd.) 2005, *African intellectuals: rethinking politics, language, gender and development*, Zed Books, London, New York, pp.193-208
- RIPOVIA M.L.1989 « Fédéralisme nucléaire : d'une géographie prospective du fédéralisme africain » in *Cahiers de l'Institut panafricain de Géopolitique*, 8-9, décembre

- SAMEN S.1993, De l'intégration à la réintégration économique en Afrique centrale et occidentale : les cas de l'UDEAC et de l'UEMOA, Communication à la Conférence internationale sur l'intégration de l'Afrique de l'Ouest, Dakar, 11-15 janvier.
- SENE P.L.2005, Les initiatives d'intégration en Afrique, Master en Droit international public et européen, Université Pierre Mendès France, Grenoble I, Mémoire online
- SHINNIE L. et Jewsiewicki B. 1981 « The UNESCO projet : l'histoire monument ou l'histoire consciente ? », *Revue canadienne d'études africaines*, vol.15, 3, 1981, 539-553
- SMITH M.S. 2003, *Globalizing Africa*, Africa World Press
- USMAN Y.B, 1999, *History and the challenges to the peoples and polities of Africa in the 21th century*, the 1999 Dike Memoriel lecture, Abdullahi Smith Center for Historical Research, Zaria.
- Waziri M.M. éd.2007, *Les Etats-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest : le cas du Niger*, Karthala, Paris